



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PREFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTE N°

**20230686**

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**ARRÊTÉ N°**

**portant sur la mise en demeure de respecter des prescriptions  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE  
Installation de traitement de déchets non dangereux  
en vue de réutilisation – Commune de Riom**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** la directive n°1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets modifiée et notamment son article 2 ;

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 17.01584 du 02 août 2017 autorisant la société TMS International France à exploiter une installation de traitement de laitiers sur le territoire de la commune de Riom ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 20211369 du 07 juillet 2021 portant modifications des conditions de l'installation de stockage de laitiers exploitée par la société TMS International France sur le territoire de la commune de Riom ;

**Vu** le rapport en date du 23 mars 2023 rédigé par l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 mars 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à la S.A.S.U TMS INTERNATIONAL FRANCE en date du 24 mars 2023 ;

**Vu** l'absence observations de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 27 février 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les durées maximales d'entreposage des déchets sur son site de traitement de Riom n'étaient toujours pas respectées alors même que ce constat avait déjà été relevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 31 mai 2022 transmis par courrier du 9 juin 2022 ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 27 février 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le volume de laitiers et co-produits d'aciérie stockés sur son site de traitement de Riom (volume stocké d'environ 16430 m³) dépassait toujours la capacité maximale autorisée par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 07 juillet 2021 susvisé (14 000 m³) alors même que ce constat avait déjà été relevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 31 mai 2022 transmis par courrier du 9 juin 2022 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de considérer que la durée d'entreposage est supérieure à plus de trois ans pour les déchets valorisables (déchets de laitiers d'aciéries et déchets métalliques) et que par conséquent l'activité exercée par la société TMS INTERNATIONAL FRANCE relève d'un classement en installation de stockage de déchets sous la rubrique 2760 ;

**Considérant** que ces manquements constituent **des non-respects réglementaires au regard de la directive n°1999/31/CE du 26 avril 1999** et un défaut d'autorisation au titre des rubriques 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** qu'il y a lieu de considérer que la capacité d'entreposage des déchets de l'installation de traitement de Riom, constatée sur site lors des visites d'inspection des 31 mai 2022 et 27 février 2023, est supérieure à celle autorisée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 07 juillet 2021 susvisé et par conséquent que les déchets sont gérés contrairement aux prescriptions du chapitre 1er du Titre IV du Livre V du code de l'environnement ;

**Considérant** que les dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement prévoient que lorsqu'une installation classée est exploitée sans avoir l'autorisation, le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai déterminé ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171.8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TMS INTERNATIONAL FRANCE de respecter les prescriptions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme ;**

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – non-respect réglementaire au regard de la directive n°1999/31/CE du 26 avril 1999 (durée d'entreposage des déchets de laitiers d'aciéries et déchets métalliques supérieure à 3 ans)**

La S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE, dont le siège social est domicilié rue Galilée, 59760 GRAND-SYNTHÉ, exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RIOM, ZA de la Gravière, avenue Hector Berlioz, est mise en demeure de régulariser sa situation :

- soit en déposant, à la Préfecture du Puy-de-Dôme, un dossier de demande d'autorisation pour le **stockage de déchets**, conformément aux prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique **2760**,
- soit en procédant à l'évacuation des déchets d'aciéries ou autres déchets métalliques vers les filières exutoires agréées dans **un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté** ;  
L'ensemble des justificatifs et les bordereaux de suivi de déchets devront être transmis à l'inspection **dès réception**.

L'exploitant fera connaître, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**.

L'exploitant fournit, **dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, ...etc.).

### **Article 2 – non respect de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 07 juillet 2021 (dépassement de la capacité maximale fixée à 14 000 m³)**

La S.A.S.U. TMS INTERNATIONAL FRANCE, dont le siège social est domicilié rue Galilée, 59760 GRAND-SYNTHÉ, exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RIOM, ZA de la Gravière, avenue Hector Berlioz, est mise en demeure de régulariser sa situation :

- soit en déposant, à la Préfecture du Puy-de-Dôme, un dossier de demande d'augmentation de la capacité maximale autorisée pour l'entreposage des déchets de laitiers et de co-produits d'aciérie relevant de la rubrique 2716 des installations classées pour la protection de l'environnement,

- soit en limitant sa capacité d'entreposage à 14 000 m³ et en procédant à l'évacuation des déchets correspondant vers les filières exutoires agréées dans **un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté** ;  
L'ensemble des justificatifs et les bordereaux de suivi de déchets devront être transmis à l'inspection **dès réception**.

L'exploitant fera connaître, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Dans le cas où il opte pour la régularisation de sa situation administrative, un dossier de porter-à-connaissance doit être déposé **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**.

L'exploitant fournit, **dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, ...etc.).

**Article 3** – Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L.171-7 et L. 171-8-II du code de l'environnement.

**Article 4** – Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, sont publiées sur le site internet de l'État du Puy-de-Dôme (<http://www.puy-de-dome.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de deux mois.

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – Le présent arrêté sera notifié à la société TMS INTERNATIONAL FRANCE et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Sous-Préfet de Riom,
- Monsieur le Maire de la commune de Riom,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le **27 AVR. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Laurent LENOBLE

